

REPUBLIQUE DU SENEGAL

**AUTORITE DE REGULATION DES
MARCHES PUBLICS
(ARMP)**

**CENTRE HOSPITALIER REGIONAL
EL HADJ AMADOU SAKHIR
NDIEGUENE DE THIES**

**REVUE INDEPENDANTE DE LA
CONFORMITE DE LA PASSATION DES
MARCHES AU TITRE DE LA GESTION 2009**

RAPPORT FINAL

(mars 2011)

BSC
BUSINESS SYSTEM
CONSULTING GROUP
(Conseil - Audit - Expertise)

12 , Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (221) 33 821 41 72 Fax (221)33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 29 mars 2011

**Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de
Régulation des Marchés Publics (ARMP)
Rue Alpha Hachamiyou Tall Angle Kléber
Dakar**

Monsieur le Directeur Général,

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification des processus de passation, d'exécution, de suivi (administratif, financier et technique) et de contrôle des marchés conclus par le Centre Hospitalier Régional El Hadji Amadou Sakhir Ndiéguène de Thiès pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2009.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Nouveau Code des Marchés Publics et ses textes d'application afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats conclus par le Centre Hospitalier El Hadji Amadou Sakhir Ndiéguène de Thiès avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international (normes IASB) a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- l'exécution financière des marchés est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- les procédures de contrôle de la matérialité des transactions et de suivi de leur exécution physique sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après. Ces travaux appellent de notre part les remarques et observations ci - après:

1. Réserves

- Le contrôle de l'échantillon de transactions sélectionnées à partir de la balance auxiliaire des comptes fournisseurs a permis de constater que ces achats estimés à 219 304 741 F CFA ont été effectués sur des bases non concurrentielles et constituent de ce fait des ententes directes non autorisées;
- le fractionnement des achats est quasiment la règle dans la politique d'approvisionnement du Centre Hospitalier Régional de Thiès qui invoque, pour se justifier, les tensions de trésorerie qui empêcheraient toute contractualisation alors que cet argument ne saurait prospérer dès lors que les marchés à commandes ou de clientèle auraient pu être passés;
- des paiements de prestations non justifiées ont été effectués (absence de BC, de BL et de facture pour un règlement de 5 000 000 de F CFA) ou sur la base d'une facture pro forma sans autre support de commande et de livraison (1 971 020 F CFA);
- les précomptes de TVA sont opérés mais ne donnent pas lieu à un reversement à l'administration fiscale;
- des surfacturations ont été notées lors de l'acquisition de matériel informatique (cinq ordinateurs P4 ont été acquis 1 200 000 F CFA l'unité soit près de trois fois le prix du marché, l'encre pour imprimante laser est achetée 130 000 F CFA l'unité soit le double du prix du marché); s'y ajoute que nous n'avons pas pu contrôler l'existence dudit matériel informatique, le Chef du Service Administratif et Financier arguant la multiplicité des machines qui les rendait difficilement identifiables ce qui est une illustration des déficiences de la comptabilité matières. Il s'ensuit une incertitude sur la réalité de cette acquisition d'autant plus que la liasse comptable ne comprenait pas de bordereau de livraison. L'achat de riz également a fait l'objet d'une surfacturation, le CHR achetant la tonne de riz 400 000 F CFA alors que le riz parfumé simple est vendu 270 000 F CFA la tonne et le riz parfumé de luxe est facturé 330 000 F CFA la tonne.

2. Limitations à l'étendue de nos travaux et autres domaines d'incertitudes subsistants à l'issue de notre mission

- de nombreuses insuffisances ont été notées dans le classement et l'archivage de la documentation nous empêchant d'effectuer certains travaux prévus dans notre programme de vérification
- les organes de la commande publique (Commission des Marchés, Cellule de Passation des Marchés) n'ont pas été mis en place par la Direction de l'Hôpital et en conséquence aucun des rapports requis par le CMP n'a été produit.
- l'exécution physique conforme de plusieurs acquisitions pour lesquelles aucun document de réception ne figure dans les liasses comptables (exemple du matériel informatique surfacturé et non identifiable) est incertaine

A notre avis, les procédures de passation et d'exécution des marchés ne sont pas conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le NCMP.

	SOMMAIRE	Pages
	Lexique des abréviations et sigles	6
1	Synthèse des non conformités et des recommandations	7
1.1	Tableaux de synthèse des non conformités et des recommandations	9
1.2	Synthèse des non conformités sur l'exécution financière	11
1.3	Synthèse des non conformités sur l'exécution physique	13
2	Contexte de l'intervention et objectifs de la mission	16
2.1	Contexte de l'intervention	16
2.2	Objectifs de la mission	17
2.2.1	Objectifs généraux	17
2.2.2	Objectifs spécifiques	17
2.2.3	Etendue des travaux à effectuer	18
2.2.4	Rapports émis au terme de la mission	21
3	Approche méthodologique	23
3.1	Revue approfondie des textes de référence (Phase N° 1)	23
3.2	Analyse de l'organisation et de l'environnement de la passation des marchés (Phase N° 2)	24
3.3	Vérification des différentes étapes de la passation des marchés (Phase N° 3)	25
3.3.1	Audit de la préparation des marchés (Module 1)	26
3.3.2	Audit de la gestion de l'attribution (Module 2)	27
3.3.3	Audit de la gestion de l'exécution des marchés dans ses aspects administratifs, financiers et physiques (module 3)	28
4	Résultats des travaux	30
4.1	Revue du cadre institutionnel et de l'environnement de la passation des marchés	30
4.1.1	Commission des marchés	30
4.1.2	Cellule de passation des marchés	30
4.1.3	Plan de passation des marchés	30
4.1.4	Avis général de la passation des marchés	30
4.1.5	Rappel des seuils applicables au marché	31
4.2.	Examen des marchés	32
	Echantillon constitué à partir de la balance auxiliaire des comptes fournisseurs	34

Liste des abréviations et sigles

AOO	Appel d'Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
CHR	Centre Hospitalier Régional
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
NCMP	Nouveau Code des Marchés Publics
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
RAPEV	Rapport d'Evaluation
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

SECTION 1

SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

1.1 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

1.1 TABLEAUX DE SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

Le constat général est que le décret 2007 – 545 portant Code des Marchés Publics n’a pas été mis en application par l’Hôpital Régional de Thiès au cours de l’exercice 2009.

Les organes de la passation des marchés n’ont pas été constitués par la Direction de l’Hôpital pour se conformer aux arrêtés N° 11 586 et N° 11 588 du 28 décembre 2007 du Ministre de l’Economie et des Finances pris en application des dispositions des articles 35 et 36 du Code des Marchés Publics et relatifs aux Commissions des Marchés et aux Cellules de Passation des Marchés.

L’Hôpital Régional de Thiès n’a pas établi de Plan de Passation des Marchés, ni publié d’Avis Général de Passation des Marchés. Il n’a pas non plus établi de rapport annuel ni de rapports trimestriels sur la passation des marchés.

Nous n’avons pas obtenu les états récapitulatifs des acquisitions pour effectuer nos travaux. Les rapports de gestion, d’audit, de vérification n’ont pas été mis à notre disposition. La Direction de l’Hôpital nous a transmis, outre la balance générale des comptes et la balance auxiliaire des comptes fournisseurs, des marchés qui avaient été conclus en 2007 à la suite de plusieurs appels d’offres pour une durée d’un an reconductible par avenants successifs pour les exercices 2008 et 2009. Ces marchés avaient été passés sous le régime du décret 2002 – 550. Sous ce rapport, il faut constater qu’aucun avenant n’a été signé en 2008 et en 2009. Le contrôle de certaines opérations sélectionnées à partir de la balance auxiliaire des comptes fournisseurs a permis de constater que les commandes de l’exercice 2009 ont été passées à des fournisseurs autres que ceux qui avaient été sélectionnés en 2007 qui ne sont par ailleurs plus liés au CHR dès lors qu’aucun avenant n’a été signé.

Les achats ont été pour l’essentiel effectués sur des bases non concurrentielles, certains paiements ne sont pas supportés par des factures en bonne et due forme avec les bons de commande et les bordereaux de livraison y relatifs, la TVA précomptée n’est pas reversée, des commandes fractionnées sont passées sur les mêmes natures d’opérations pour des montants dépassant le seuil de passation des marchés par appel d’offres.

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES

Le Centre Hospitalier Régional de Thiès ne doit pas évoluer en marge de la réglementation qui régit les marchés publics et doit dès à présent se mettre aux normes.

1.2 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE

1. Nous avons noté une surfacturation du matériel informatique (ordinateurs P4 facturés 1 200 000 F CFA l'unité) et de l'encre pour imprimantes (130 000 F CFA l'unité) et pour le risographe (70 000 F CFA l'unité). Les montants facturés sont nettement au dessus des prix du marché.
2. Deux règlements pour des montants respectifs de 2 814 000 F CFA et 5 000 000 F CFA ont été effectués sur la seule base du Bon d'Engagement (ou B.C) de l'Hôpital sans aucune autre pièce comptable. En mentionnant uniquement le montant total de la facture Pro-forma, le Bon d'Engagement à lui seul ne renseigne pas sur le détail des articles commandés encore moins sur l'effectivité de la livraison
3. Un paiement de 1 971 020 F CFA a été effectué sur la base d'une facture pro forma sans autre support de commande et de livraison
4. Les précomptes de TVA ne sont pas déclarés et reversés à l'administration fiscale.

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE

1. Une mise en concurrence des fournisseurs de matériel informatique aurait permis de circonscrire le risque de surfacturation
2. Produire les pièces justificatives du paiement de 5 000 000 F CFA à défaut, rembourser le montant décaissé.
3. Exiger la production préalable des pièces justificatives (Copie B.C, B.L, P.V de réception, Facture) avant tout paiement. Faire établir les bons d'engagement sur la base des factures pro forma des fournisseurs.
4. Justifier la réception effective du matériel informatique et se conformer aux procédures édictées par le CMP pour éviter les surcoûts qui impactent négativement l'efficacité de la dépense.
5. S'assurer de la disponibilité et de la fiabilité des pièces justificatives avant de procéder à tout paiement. Une commande ne doit être passée que sur la base du Bon d'engagement de l'Hôpital dont l'établissement est assujéti à la production préalable d'une facture pro-forma du fournisseur
6. Les précomptes de TVA doivent faire l'objet de déclaration et de paiement

1.3 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE
<ul style="list-style-type: none">- Matériel informatique non identifiable pour faire l'objet d'une vérification physique ;- Absence récurrente de procès verbaux de réception pour attester l'effectivité des livraisons
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION PHYSIQUE
<ul style="list-style-type: none">- Codifier et localiser le matériel pour permettre le contrôle d'existence- Etablir des procès verbaux en bonne et due forme pour justifier la réception effective des achats

SECTION 2

CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2.1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics.

Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématisé le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction centrale des Marchés publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2009 et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics des autorités contractantes indiquées dans les termes de référence de la mission.

2.2 OBJECTIFS DE LA MISSION

2.2.1 Objectifs Généraux

Comme indiqué dans les termes de référence, la mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1^{er} Janvier et le 31 Décembre 2009, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP pour les dépenses de ces autorités contractantes.

2.2.2 Objectifs Spécifiques

Il s'agira dans le cadre de cette mission:

- (a). d'exprimer une opinion indépendante sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; cette opinion sera formulée individuellement pour chaque autorité contractante;
- (b). de vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, efficacité, équité et transparence, édictés par le Code des Marchés Publics;
- (c). de fournir une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- (d). d'identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers de charge, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- (e). de procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions y relatives et nous apprécierons la pertinence desdites décisions ;
- (f). d'examiner et d'apprécier la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par cette direction ;
- (g). de dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution et de donner une appréciation sur l'adéquation du niveau d'exécution physique avec le niveau de décaissement;
- (h). d'examiner et d'évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et

déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe

(i). d'examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et le capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;

(j). de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des systèmes et procédures et pour le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent la passation des marchés publics.

Conformément aux termes de références, nous nous appuierons autant que de besoin sur un expert de l'ARMP pour la facilitation de nos interventions au niveau des autorités contractantes et de la constitution de la documentation nécessaire à la mise en œuvre efficace de nos travaux.

En fin de mission, une session de formation de deux jours sera organisée à l'intention des experts de l'ARMP et de la DCMP (5 pour chaque structure) sur les pratiques d'audit en matière de passation des marchés.

2.2.3 Etendue des travaux à effectuer

Nos travaux ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés passés en 2009, la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés quelles qu'en soient les sources de financement.

A cet effet, nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de références:

a) en début de mission, à la sélectionner d'un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; **l'échantillon est composé comme suit :**

- au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, le contrôle a été exhaustif.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, nous nous sommes assurés que la distribution est adéquate en prenant compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

- b)** à la vérification de la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- c)** à l'examen et à l'analyse du respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- d)** à l'élaboration des statistiques sur les marchés ; nous procéderons, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- e)** à l'examen de la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle) ;
- f)** à la vérification de l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires, de la production des garanties de restitution d'avances et des garanties de bonne exécution, la tenue des registres de marchés côtés paraphés,
- g)** à la formulation des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- h)** à l'animation de séances de formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMP). Les sessions de formation seront organisées au siège des dites institutions.

AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE

Nous devons procéder, comme indiqué dans les termes de référence, à un deuxième échantillonnage de marchés qui ont été soumis à une vérification physique approfondie. Ce contrôle physique doit porter sur 25% des marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit, en excluant les contrats non éligibles au contrôle physique, auxquels s'ajouteront tous les marchés ayant fait l'objet de litiges et ceux passés par entente directe.

Le contrôle physique a porté pour chaque marché sélectionné, sur les aspects suivants:

- Contrôle de la matérialité des dépenses effectuées ;
- Diagnostic sur l'état des ouvrages, équipements, fournitures, ou rapports (pour les prestations intellectuelles) par référence à leur prix à leur description dans le marché et à leur état actuel, compte tenu de leur âge et leurs conditions d'utilisation ;
- Conformité de la réception de la livraison ou de l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;
- Justification technique et financière des avenants et ordres de services signés.

Plus précisément pour les marchés de travaux, les expertises ont porté sur :

- La conformité physique des travaux avec les procès verbaux de réception provisoire et définitive ;
- La qualité, la véracité et la sincérité des documents de Contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- L'état de fonctionnement des ouvrages ;
- Les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- La cohérence des quantités ;
- La mise à jour des malfaçons ;
- Les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- Etc.

L'Audit de l'exécution physique constituera la deuxième phase de la mission et fera l'objet d'un rapport séparé.

2.2.4 Rapports émis au terme de la mission

Comme indiqué dans les termes de référence, nous produirons à l'issue de la mission et pour chaque autorité contractante les documents ci après :

- (i) un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2 mois après le début des prestations et,
- (ii) un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes. Ces différents rapports doivent seront soumis sur support informatique.

Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports comprendront également un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes). Ce sous rapport portera sur l'analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.

Les rapports seront élaborés conformément aux indications des termes de référence.

SECTION 3 APPROCHE METHODOLOGIQUE

3. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Pour atteindre les objectifs décrits ci – avant, nous avons mis en œuvre les phases de travaux ci - après :

3.1 PHASE N° 1 - REVUE APPROFONDIE DES TEXTES DE REFERENCE

Nous avons effectué à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA,
- décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics,
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP,
- décret 2007 - 547 portant création de la DCMP,
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics,
- arrêté du Premier Ministre 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du NCMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- arrêté du MEF 11 583 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 111 du NCMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- arrêté du MEF 11 584 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 112 du NCMP fixant les seuils à partir desquels il est requis de garantie de bonne exécution ;
- arrêté 11 585 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 77 Alinéa 3 du NCMP relatif aux commandes pouvant être dispensés de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoire ou factures ;
- arrêté 11 586 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 35 du NCMP relatif aux CPM et CM ;
- arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 du NCMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;

- arrêté 11 588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36 Alinéa 1 du NCMP fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions de Marchés des Autorités Contractantes;
- Circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- décret 2003 – 101 du 13 mars 2003 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique ;
- loi 98 – 08 du 2 mars 1998 portant réforme hospitalière ;
- loi 98 – 12 du 2 mars 1998 relative à la création, à l'organisation et au fonctionnement des Etablissements Publics de Santé (EPS) ;
- décret 98 – 701 du 26 août 1998 relatif à l'organisation des Etablissements Publics de Santé Hospitalière ;
- décret 98 – 702 du 26 août 1998 portant organisation administrative des Etablissements Publics de Santé ;
- arrêté ministériel N° 8402 MSAS/CAB/CTM4 du 24 juin 1970 fixant les modalités de l'approvisionnement pharmaceutique des services et formations sanitaires ;
- arrêté ministériel N° 10718/MSP/DPL du 15 décembre 2008 portant révision des listes nationales des médicaments et produits essentiels.
-

3.2 PHASE N° 2 - ANALYSE DE L'ORGANISATION ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement du Centre Hospitalier Régional de Thiès pour apprécier la capacité des structures et de systèmes à mettre en œuvre de manière efficace les procédures d'exécution et de contrôle des opérations de passation des marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre les modules de travaux ci – après :

- analyse de l'organisation institutionnelle mise en place au regard des dispositions de l'article 35 du CMP, des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique ;
- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre ;
- appréciation de la capacité des acteurs de la passation des marchés à gérer la commande publique au regard de leur cursus académique et professionnel ;
- contrôle de la régularité des dépenses ;
- revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

Cette analyse de l'environnement de la passation des marchés revêt une importance de tout premier plan dans l'approche risque que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission. En effet le risque d'audit comprend une composante risque inhérent portant sur l'environnement et liée à l'intégrité, à l'expérience, à la compétence de la direction, aux pressions fortes qu'elle est susceptible de subir... Notre programme de vérification a été par conséquent modulé pour circonscrire ce risque inhérent de manière à réduire le risque d'audit. Le secteur hospitalier est très endetté et doit faire face très souvent à l'urgence de mettre à temps à la disposition du personnel médical les médicaments, de nourrir les malades et le personnel d'où la forte propension à acheter s'approvisionner bien avant la conclusion des contrats et à procéder à des régularisations après service fait.

Par ailleurs, l'analyse approfondie des procédures et du système de contrôle interne évoquée ci – avant, nous a permis de circonscrire le risque de contrôle dans la mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution des marchés.

Ainsi, notre analyse des trois systèmes d'organisation, d'information et de contrôle nous a permis de faire une évaluation de la pertinence de la définition des pouvoirs, des responsabilités et de la séparation des fonctions d'une part et, d'autre part d'évaluer la capacité desdits systèmes à maîtriser les risques liés aux opérations de passation des marchés relativement aux assertions d'audit. Cette phase est au cœur de l'approche par les risques que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission.

3.3 PHASE N° 3 - VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES

La mise en œuvre de l'approche par les risques ci – avant mentionnée nous a conduits à procéder par sondage « ...un audit consiste à examiner par sondage les éléments probants... » et il s'agit d'être raisonnablement sûr qu'il n'existe pas d'anomalies dites significatives (matérialité ou seuil de signification).

Précisons que les termes de référence ont donné des indications sur la taille des échantillons à constituer pour les différents types de marchés.

Ainsi, pour les besoins de nos travaux nous avons utilisé les techniques d'échantillonnage appropriées de manière à couvrir toutes les natures de marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre une approche à deux niveaux qui a comporté la constitution d'un premier échantillon déterminé par sélection systématique ou au hasard sur lequel porteront les vérifications. La nature des anomalies décelées a permis dans certains cas à reconstituer un second échantillon sur lequel porteront également nos vérifications. L'analyse et la projection des résultats permettra soit de tirer des conclusions soit de réévaluer le risque d'échantillonnage.

Les contrôles préalables suivants seront effectués :

- rapprochement du plan de passation des marchés obtenu avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics,
- rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés,
- rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics,
- contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire et avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs
- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés.
- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés

Pour l'exécution de cette **PHASE N°3**, nous mettrons en œuvre les **MODULES** de travaux ci après qui épousent les contours des différentes étapes de la passation des marchés.

3.3.1 MODULE 1 - AUDIT DE LA PREPARATION DES MARCHES

Dans cette étape de contrôle, les questions qui se posent de prime abord sont les suivantes :

- le besoin existe-t- il réellement ?
- le besoin est – il bien quantifié et valorisé ?

Les contrôles porteront sur les aspects relatifs :

- à la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation, (le risque à circonscrire c'est qu'une **méthode de passation inappropriée** soit utilisée. La démultiplication de procédures de DRP peut cacher un fractionnement des marchés ; tous les **marchés suspects** autrement dit dont le montant avoisine les seuils de passation des marchés par AO seront couverts à 100% ; les marchés attribués à des fournisseurs selon une **fréquence anormalement élevée** seront particulièrement surveillés)
- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,
- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes (au-delà des autorisations c'est **la question de l'opportunité des ED qui sera examinée** d'une part, **la compétitivité des coûts sera examinée** d'autre part. La nature des informations nécessaires au contrôle des prix de revient est-elle précisée dans le contrat ? Le contrôle des prix de revient est- il effectif ? L'Autorité Contractante est-elle outillée pour effectuer ce contrôle ?),

- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels (il faudra **déceler toutes les entraves au libre accès** à la commande publique),
- au contenu, à la clarté et à l'exhaustivité des dossiers d'appel à candidatures, (**appréciation de la pertinence des critères d'évaluation et d'attribution**, identification de tous les **critères discriminatoires** constituant des entraves au libre accès à la commande publique qu'il s'agisse des spécifications techniques ou des critères de qualification)
- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
- au respect des délais de préparation des offres,
- à la gestion de la période de préparation des offres notamment la **gestion des interactions avec les soumissionnaires** (réponses dans les formes et les délais requis aux interrogations formelles communiquées à tous les soumissionnaires par la PRM ou la personne désignée à cet effet dans le DAC, informations sur l'ouverture),
- au respect des délais de passation des marchés (appréciation de la performance de l'AC, contrôle de la date d'attribution au regard de la durée de validité des offres et subséquemment application de la formule d'actualisation qui doit figurer dans le DAO),

3.3.2 MODULE 2 - AUDIT DE LA GESTION DE L'ATTRIBUTION

- vérification de l'existence des registres des marchés cotés et paraphés (dates d'envoi des DAC, dates d'arrivée des offres, vérification des convocations des membres de la CM)
- vérification du contenu des procès verbaux d'ouverture des offres (la CM est-elle régulière ? le PV est-il conforme à l'esprit du code, se limite-t-il à constater plutôt que de prendre des décisions notamment d'élimination inopportune à l'ouverture?),
- vérification de la conformité des informations consignées dans le procès verbaux ou rapports d'évaluation des offres avec le contenu des offres,
- vérification de la **conformité de l'évaluation à l'esprit du code notamment entre l'évaluation de l'offre et l'évaluation ex - post du soumissionnaire à travers les critères de qualification**,
- vérification de l'utilisation exclusive des critères d'évaluation annoncés dans le DAC,
- contrôle de l'application des critères de correction des offres financières,
- **contrôle de la réalité économique des prix proposés**,
- **contrôle d'existence des soumissionnaires pour identifier les éventuelles collusions ou les conflits d'intérêt**,
- vérification du contenu des procès verbaux d'attribution provisoire (vérification du contrôle des critères de qualification du soumissionnaire),
- vérification du contenu des lettres de notification de l'attribution provisoire (vérifier l'existence et apprécier la pertinence de l'avis de la DCMP si requis),

- vérification de la publicité des attributions provisoires et du contenu des avis,
- vérification de l'information des soumissionnaires non retenus et des réponses à leurs demandes d'informations
- appréciation de la gestion des recours par l'Autorité Contractante et par l'ARMP,
- vérification du contenu des marchés et des éventuels PV de négociation dans les marchés de prestations intellectuelles (vérification et appréciation de l'avis éventuel de la DCMP)
- vérification de l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,
- vérification de l'approbation (respect des délais, motifs de rejet éventuel conforme aux dispositions du code à savoir l'absence de crédits suffisants)
- vérification de la publicité des attributions définitives et du contenu des avis,
- vérification du respect des délais de passation des marchés (attribution pendant la période de validité des offres sinon vérifier l'existence d'une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres),
- vérification de la restitution des garanties de soumission dans les délais requis

3.3.3 MODULE 3 - AUDIT DE LA GESTION DE L'EXECUTION DES MARCHES DANS SES ASPECTS ADMINISTRATIFS, FINANCIERS ET PHYSIQUES

- vérification du respect du formalisme de la notification qui fait courir les délais contractuels
- vérification du recueil des garanties (garantie de bonne exécution), de leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et de leur durée de validité ;
- vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties,
- vérification du non paiement du premier décompte avant la constitution du cautionnement définitif,
- vérification du respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement de l'application des clauses de pénalités,
- vérification du contenu des contrats
- évaluation de l'organisation mise en place par l'Autorité Contractante pour le suivi de l'exécution du marché (processus de validation des différentes étapes, respect des dispositions relatives au paiement, **contrôle de cohérence entre l'exécution physique et l'exécution financière**),
- vérification de la conformité des avenants éventuels,
- vérification de la gestion des éventuels litiges
- vérification de la réception effective des biens et services (**vérification de la matérialité des prestations**, vérification de la régularité des commissions de réceptions, vérification de l'enregistrement en comptabilité matières),
- vérification de la mise en œuvre des garanties en cas de besoin (garantie de bonne exécution et garantie décennale) ;
- vérification de la levée des cautionnements dans les délais requis

SECTION 4. RESULTATS DES TRAVAUX

4. RESULTATS DES TRAVAUX

4.1 REVUE DU CADRE INSTITUTIONNEL ET L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

Le constat général est que le décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés n'a pas été mis en application par la Direction de l'Hôpital Régional de Thiès au cours de l'exercice 2009 pour servir de cadre de référence des opérations de passation des marchés du CHR.

4.1.1 COMMISSION DES MARCHES

La Commission des Marchés n'a pas été créée pour se conformer à l'arrêté N° 11 588 du 28 décembre 2007 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Commission des Marchés. A fortiori, **le rapport annuel n'a été préparé pour rendre compte des activités de passation des marchés de l'exercice 2009.**

4.1.2 CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

La Cellule de Passation des Marchés non plus n'a pas été constituée par la Direction du Centre Hospitalier Régional de Thiès pour se conformer à l'arrêté N° 11 586 du 28 décembre 2007 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Cellules de Passation des Marchés. Par conséquent **les rapports trimestriels requis aux termes du CMP n'ont pas été préparés.**

Au regard des carences mentionnées ci – avant relatives à la mise en place des organes de la passation des marchés, les **attestations de prise de connaissance de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés Publics** n'ont pas été établies.

4.1.3 PLAN DE PASSATION DES MARCHES

La Direction du Centre Hospitalier Régional de Thiès n'a pas préparé de Plan de Passation des Marchés et ne s'est pas par conséquent conformée au CMP en transmettant ledit PPM aux organes de contrôle a priori et de régulation avant le 31 décembre 2008.

4.1.4 AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES

La Direction du Centre Hospitalier Régional de Thiès n'a pas préparé d'Avis Général de Passation des Marchés qui aurait dû être publiée au plus tard le 31 janvier de l'année en cours.

La mission n'a obtenu ni état récapitulatif des acquisitions, ni aucun dossier structuré de passation des marchés au titre de la gestion 2009. Les rapports de gestion, d'audit, de

vérification n'ont pas été mis à notre disposition. La Direction de l'Hôpital nous a transmis, outre la balance générale des comptes et la balance auxiliaire des comptes fournisseurs, des marchés qui avaient été passés en 2007 à la suite de plusieurs appels d'offres. Ces marchés étaient conclus pour une durée d'un an reconductible par avenants successifs pour les exercices 2008 et 2009. Rappelons, pour mémoire, que ces marchés avaient été passés sous le régime du décret 2002 – 550. Nous avons constaté qu'aucun avenant n'a été signé en 2008 et en 2009. Les achats de l'exercice 2009 ont été effectués, pour la plupart auprès de fournisseurs autres que ceux qui avaient été sélectionnés en 2007.

Ce constat de carence documentaire nous a par conséquent conduits à exploiter la balance générale des comptes, la balance auxiliaire des comptes fournisseurs et les extraits du grand livre auxiliaire des comptes fournisseurs au 31 décembre 2009 pour effectuer des contrôles alternatifs afin d'exprimer une opinion motivée sur les opérations de passation des marchés.

4.1.5 RAPPEL DES SEUILS APPLICABLES AU CHR DE THIES

Les seuils de passation, de contrôle préalable et d'approbation des marchés du CHR de Thiès sont résumés dans les tableaux récapitulatifs ci – après :

TABLEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES A L'HÔPITAL REGIONAL DE THIES EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 11 580 , 11 583 ET 11 584 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APLICATION DES ARTILES 138, 111 ET 112 DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Type de marchés	Seuils de passation par AO	Seuil contrôle DCMP sur DAC	Seuil contrôle DCMP sur Rapport d'évaluation	Seuil contrôle DCMP sur Contrat	Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
Travaux	25	250	100	800	≥ 60	≥ 35
Fournitures et services	15	150	40	400	≥ 30	≥ 25
Prestations Intellectuelles	25	150	40	350	NA	≥ 35

TABLEAU DE SYNTHESES DES SEUILS ET AUTORITES D'APPROBATION EN VERTU DE L'ARTICLE 29 DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Les conditions d'approbation des marchés de l'hôpital de Thiès s'établissent comme suit :

Seuils d'approbation	Autorité d'approbation
montant du marché est inférieur à 50 000 000 F CFA	Directeur de l'Hôpital
montant du marché est supérieur ou égal à 50 000 000 F CFA et inférieur à 150 000 000 F CFA	Président du Conseil d'Administration
montant du marché est supérieur ou égal à 150 000 000 F CFA	Ministre de l'Economie et des Finances

4.2 EXAMEN DES MARCHES

Pour les besoins de nos travaux, nous avons exploité la balance auxiliaire des comptes fournisseurs et sélectionné les comptes ayant enregistré les mouvements les plus significatifs au cours de l'exercice 2009. Nous avons par la suite obtenu l'édition des extraits du grand livre desdits comptes fournisseurs et sélectionné un échantillon d'opérations pour lesquelles nous avons contrôlé les liasses comptables afin de remonter à la procédure de sélection du fournisseur pour chacune des opérations sélectionnées. Les résultats de nos sondages sont présentés dans les tableaux récapitulatifs ci – après :

**ECHANTILLON CONSTITUE A PARTIR DE LA BALANCE AUXILIAIRE DES
COMPTES FOURNISSEURS**

DESCRIPTION	ECHANTILLON CONSTITUE A PARTIR DE LA BALANCE AUXILIAIRE DES COMPTES FOURNISSEURS			
	Achat de médicaments et autres produits pharmaceutiques	Achat d'oxygène médical	Achat de matériels et fournitures de bureau, divers	Fournitures de bureau, fournitures diverses
Attributaires	Pharmacie Régionale d'Approvisionnement	Ségoa Air Liquide	Sultan Ahmed Touré	Cheikh Mouhamadou Ba
Montants en F CFA	90 419 150	14 389 806	12 106 175	2 304 000
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Les achats ont été effectués sur des bases non concurrentielles puisque le CHR n'a pas requis l'autorisation préalable de la DCMP pour passer des commandes par entente directe - Absence de bons de commande pour certaines opérations 	<ul style="list-style-type: none"> - Les achats de gaz médical sont également effectués sous forme de commandes directes parfois payées au comptant. - Certaines liasses comptables de règlement ne renferment pas les copies des bons de commande et des bordereaux de livraison - Nous n'avons obtenu aucun justificatif de déclaration et de reversement de la TVA précomptée. - 	<ul style="list-style-type: none"> - Les achats de matériels et fournitures de bureau, divers ont été effectués sur des bases non concurrentielles - Les paiements ont été pour la plupart effectués sur la base des seules factures non accompagnées de bons de commande et de bordereaux de livraison attestant que les commandes sont dûment autorisées et que les réceptions sont effectives et la prestation réelle. - Nous n'avons obtenu aucun justificatif de déclaration et de reversement de la TVA précomptée 	<ul style="list-style-type: none"> - Les achats de fournitures de bureau et autres fournitures diverses ont été effectués sur des bases non concurrentielles - Le bon de commande n'est pas joint à la liasse comptable pour une transaction de notre échantillon - Nous n'avons obtenu aucun justificatif de déclaration et de reversement de la TVA précomptée

Recommandations	<ol style="list-style-type: none"> 1. Les achats de produits pharmaceutiques auprès de la PRA peuvent être effectués par entente directe dûment autorisée. A cet effet, le CHR doit obtenir de la PRA , au regard de sa dotation budgétaire, une facture pro forma ou établir avec elle un projet de marché et adresser une demande d'autorisation de passer un marché par entente directe à la DCMF en application de l'alinéa 1 b de l'article 76 du décret 2007 – 545 du 25 avril 2007 portant CMP et sur la base des arrêtés ministériels N° 8402 MSAS/CAB/CTM4 du 24 juin 1970 fixant les modalités de l'approvisionnement pharmaceutique des services et formations sanitaires et N° 10718/MSP/DPL du 15 décembre 2008 portant révision des listes nationales des médicaments et produits essentiels ; 2. Les achats doivent être effectués conformément aux dispositions du CMP notamment par la mise en concurrence des fournisseurs potentiels selon des modes de passation appropriés au regard des estimations de coûts. Sous ce rapport la mission recommande au CHR de Thiès de bannir la pratique du fractionnement des achats plus particulièrement pour les médicaments et autres produits pharmaceutiques souvent achetés en dehors des circuits officiels auprès de commerçants non habilités à vendre de tels produits. 3. Les contrôles préalables aux paiements doivent être systématisés et les supports de commandes et de livraison dûment approuvés par les personnes habilitées joints à la liasse comptable pour avoir l'assurance que les factures présentées pour règlement sont effectivement dues et correspondent à des commandes dûment approuvées et à des livraisons effectives et conformes. 4. Les précomptes de TVA doivent faire l'objet de déclaration et de reversement.
------------------------	---

DESCRIPTION	ECHANTILLON CONSTITUE A PARTIR DE LA BALANCE AUXILIAIRE DES COMPTES FOURNISSEURS			
	Entretien des espaces verts	Achat des produits pharmaceutiques	Achat de produits pharmaceutiques et de matériels médicaux	Achat de fournitures de bureau
Attributaires	EBTP WELMA	PARAMEDICAL NDIAWAR NDIAYE	OUMAR GUEYE	KID YOUSOU NDIAYE
Montants en F CFA	5 040 000	9 156 500	31 179 800	4 987 120
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Un bon de commande de régularisation a été établi le 3 août 2009 pour des prestations de 2008 en violation des dispositions de l'article 44 du COA. Le procès verbal de réception a été établi le 20 août 2009 pour régulariser des paiements déjà effectués pour des prestations de 2008 ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Les achats de produits pharmaceutiques ont été effectués sur des bases non concurrentielles - Les liasses comptables ne comprennent ni bons de commande, ni bordereaux de livraison et les procès verbaux de réception sont pour la plupart non datés et non signés faisant peser une incertitude sur la réalité des prestations. - La TVA précomptée n'est pas reversée. 	<ul style="list-style-type: none"> - Les achats de produits pharmaceutiques et matériels médicaux ont été effectués sur des bases non concurrentielles - Certains paiements ont été effectués sur la base des seuls procès verbaux de réception et des factures sans la base contractuelle qu'est le bon de commande dûment autorisé - Les transactions avec ce fournisseur sont une illustration de la pratique du fractionnement au regard de la démultiplication des commandes et de leur valeur qui dépasse largement le seuil de passation des marchés par appel d'offres. 	<ul style="list-style-type: none"> - Les achats de fournitures de bureau ont été effectués sur des bases non concurrentielles <p>Absence de bons de commande et / ou de PV de réception</p>

Recommandations	<ol style="list-style-type: none"> 1. Les achats doivent être effectués conformément aux dispositions du CMP notamment par la mise en concurrence des fournisseurs potentiels selon des modes de passation appropriés au regard des estimations de coûts. 2. Eviter le fractionnement des achats 3. Se conformer au COA et bannir la pratique de la régularisation de commandes déjà exécutées.
------------------------	--

DESCRIPTION	ECHANTILLON CONSTITUE A PARTIR DE LA BALANCE AUXILIAIRE DES COMPTES FOURNISSEURS	
	Achat de denrées alimentaires	Achat de fournitures de bureau, de matériels informatiques, de denrées alimentaires et de produits d'entretien
Attributaires	LENA NDOYE	MANSOUR DIOP
Montants en F CFA	9 565 400	17 700 000
Non conformités	<ol style="list-style-type: none"> 1. Achats effectués sur des bases non concurrentielles 2. Procès verbaux de livraison sans numéro ou non datés 3. Absence de bordereaux de livraison 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Achats effectués sur des bases non concurrentielles 2. Fractionnement des commandes qui au regard de leurs montants auraient dû donner lieu au lancement d'un appel d'offres 3. Absence de bons de commande 4. Absence bordereaux de livraison et PV de réception 5. Matériel informatique non identifiable pour faire l'objet d'une vérification physique ; 6. Surfacturation des ordinateurs facturés 1 200 000 l'unité soit près du double du prix du marché ; 7. Surfacturation des encres laser acquises 130 000 F CFA pièces pour des prix du marché qui oscillent entre 55 000 et 70 000 F CFA. pour les imprimantes et le risographe acheté 70 000 alors que la même encre a été achetée chez Cheikh Mouhamadou Ba à 20 000 F CFA. 8. La facture du fournisseur ne mentionne pas de NINEA donc le fournisseur n'est pas habilité à facturer la TVA

Recommandations	<ol style="list-style-type: none"> 1. Les commandes doivent être faites conformément aux dispositions du CMP et le fractionnement des achats prohibé. 2. Des bordereaux de livraison, ou des procès verbaux de réception doivent être élaborés pour attester de l'effectivité de la livraison conforme à la commande ; 3. Les commandes ne doivent être passées qu'avec des fournisseurs éligibles c'est-à-dire qui disposent des Pièces administratives (NINEA, RC) ou ayant les capacités techniques requises 4. Les précomptes de TVA doivent faire l'objet de déclaration et de paiement 5. Justifier la réception effective du matériel informatique et se conformer aux procédures édictées par le CMP pour éviter les surcoûts qui impactent négativement l'efficacité de la dépense.
------------------------	--

DESCRIPTION	ECHANTILLON CONSTITUE A PARTIR DE LA BALANCE AUXILIAIRE DES COMPTES FOURNISSEURS	
	Achat de réactifs de laboratoire et de produits pharmaceutiques	Achats de Médicaments et produits dentaires, prestations de services diverses
Attributaires	TECHNOLOGIE SERVICES	DELTA MEDICAL
Montants en F CFA	18 060 670	1 230 000
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Achats effectués sur des bases non concurrentielles ; - Une opération d'un montant de 1 971 020 F CFA, a été payée sur la base d'une facture pro forma et la liasse comptable ne comportait pas non plus de bordereau de livraison d'où une incertitude sur la réalité de la prestation - Fractionnement des commandes qui au regard de leurs montants auraient dû donner lieu au lancement d'un appel d'offres - Un paiement de 5 000 000 F CFA a été effectué pour lequel nous n'avons obtenu aucune pièce justificative du règlement 	<ul style="list-style-type: none"> - Le paiement a été effectué sur la seule base du Bon de commande. - La liasse comptable ne comprend ni facture, ni bordereau de livraison. - Le procès verbal de réception technique est signé uniquement par le Directeur de l'Etablissement.

Recommandations	<ol style="list-style-type: none"> 1. Les commandes doivent être faites conformément aux dispositions du CMP et le fractionnement des achats prohibé. 2. Des bordereaux de livraison, ou des procès verbaux de réception doivent être élaborés pour attester de l'effectivité de la livraison conforme à la commande dûment autorisée; 3. Les précomptes de TVA doivent faire l'objet de déclaration et de paiement 4. Produire les pièces justificatives du paiement de 5 000 000 F CFA à défaut, rembourser le montant décaissé.
------------------------	--

DESCRIPTION	ECHANTILLON CONSTITUE A PARTIR DE LA BALANCE AUXILIAIRE DES COMPTES FOURNISSEURS	
	Travaux de peinture des bâtiments du service de Médecine	Raccordement au Service Internet
Attributaires	DIONG MENDY	AD SERVICES RESEAUX
Montants en F CFA	1 356 000	1 810 120
Non conformités	<ul style="list-style-type: none"> - Pas de P.V technique de Réception - Pas de Bordereau de livraison 	<ul style="list-style-type: none"> - Absence de PV de réception technique signé et daté
Recommandations	<ul style="list-style-type: none"> - Les commandes doivent être faites conformément aux dispositions du C.M.P. - Des bordereaux de livraison, ou des procès verbaux de réception doivent être établis pour attester de la réalité des livraisons ; - Les précomptes de TVA doivent faire l'objet de déclaration et de paiement 	

ANNEXE 1. LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE

BSC
BUSINESS SYSTEM
CONSULTING GROUP
(Conseil - Audit - Expertise)

12, Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (22) 33 821 41 72 Fax (221) 33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 30 décembre 2010

Monsieur le Directeur
du Centre Hospitalier Régional
El Hadj Amadou Sakhir Ndiéguene
de Thiès

Objet : Transmission du Rapport Provisoire de la mission de revue indépendante de la conformité de la passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2009

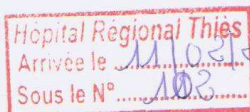
Monsieur le Directeur,

Nous vous prions de trouver ci – joint, pour examen et observations, la version provisoire du rapport de la mission en objet.

Vous voudrez bien nous faire parvenir vos commentaires et observations au plus tard dans les quinze jours suivant réception de la présente pour nous permettre de finaliser le rapport.

Nous demeurons à votre disposition pour toute information complémentaire et vous prions d'agréer, **Monsieur le Directeur**, l'expression de notre parfaite considération.

B. S. C.
Business System Consulting Group
12, Rue du Docteur THEZE
Tél: 821 41 72 - Fax: 822 95 03
BP: 11616 - DAKAR - SÉNÉGAL
Email: bsc@arc.sn



ANNEXE 2. REPONSES DE L'AUTORITE CONTRACTANTE

PAS DE REPONSE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE